

STATEMENTS
AND
SPEECHES



DÉCLARATIONS
ET
DISCOURS

90/3

Notes pour une allocution
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
au Département des Sciences Politiques
et des Sciences Économiques de l'Université McGill

Montréal (Québec)
le 5 février 1990

A la fin de novembre dernier, au cours d'une des nombreuses manifestations qui remplissaient la place Wenceslas à Prague, un jeune contestataire tchèque avait planté un panneau très évocateur:

Pologne - 10 ans
Hongrie - 10 mois
Allemagne de l'Est - 10 semaines
Tchecoslovaquie - 10 jours

Cinq semaines plus tard, il aurait pu ajouter :

Roumanie - 10 heures

La rapidité et l'ampleur de la vague de changements qui a balayé l'Europe de l'Est ont été vraiment remarquables. Littéralement, personne n'avait prédit ce qui est arrivé. Et surtout, personne ne sait ce qui va se passer.

Cette histoire n'en est qu'à ses débuts; ce n'est que le premier acte d'un long drame dont nous ne connaissons pas encore l'intrigue.

Devant la révolution qui gagne toute l'Europe, j'ai pris l'initiative d'un examen de la politique canadienne à l'égard de cette région. Cet examen est presque terminé, et j'en soumettrai les résultats au Cabinet d'ici deux semaines. Je présenterai ensuite les résultats des débats du Cabinet au Comité permanent de la Chambre des communes sur les Affaires extérieures et le commerce international. Cet examen de la politique a pour but d'aider le Canada à participer le plus pleinement possible aux changements historiques qui se déroulent en Europe. A cause de l'allure trépidante des événements, la politique du Canada à l'égard de l'Europe fera l'objet d'un examen presque ininterrompu. Ce n'est pas un simple changement de l'actualité qui se produit en Europe, c'est un changement du cours de l'histoire. Et le Canada occupe une place importante dans cette histoire.

Ce qui est en jeu en Europe n'est rien moins que le succès du remplacement de l'ordre fragile auquel nous sommes soumis depuis 1945.

Pendant 45 ans, nous avons connu une paix partielle, une paix qui a refusé sa liberté à la moitié d'un continent. C'était une paix fondée sur la menace constante d'une nouvelle guerre.

Aujourd'hui, s'ouvre devant nous, pour la première fois depuis deux générations, la perspective d'une Europe prospère et libre - d'une Europe unie par des liens d'interdépendance qui rendraient toute intention hostile irrationnelle.

Qui en sont les auteurs? Le premier est Mikhaïl Gorbatchev, dont la force visionnaire et la fermeté du dessein l'ont conduit à reconnaître ouvertement l'échec lamentable de l'expérience soviétique, aujourd'hui vieille de 70 ans, et, partant de là, à prendre de vigoureuses mesures en URSS et à l'étranger.

A l'étranger -, en réécrivant la politique étrangère soviétique; en faisant de Moscou une grande puissance responsable et réfléchie dans nombre de régions du monde et pour la plupart des questions internationales.

Et en URSS, en mettant le régime soviétique - et le peuple soviétique - au défi de se débarrasser de l'économie dirigée dont les rouages étaient grippés et d'accepter un nouveau défi : celui que représente l'édification d'un système neuf fondé sur l'autonomie, l'initiative, l'ouverture.

Mais le message de M. Gorbatchev à son pays a largement dépassé les frontières soviétiques. Ce message a également atteint les oreilles des gouvernements et des peuples de l'Europe de l'Est. Gorbatchev a fait ce que nous, à l'Ouest, n'aurions jamais attendu d'un leader soviétique : il a accepté - et même encouragé - la dissolution de l'empire soviétique en Europe de l'Est.

Les autres acteurs de ces grands changements sont les peuples d'Europe de l'Est eux-mêmes. De Berlin à Bucharest, des rues de Prague à la place de Timasoara, ils se sont dressés dans une manifestation sans précédent de la puissance de la volonté populaire. Ils se sont défaits de la vieille garde, pour rechercher une liberté et une prospérité qui leur avaient été refusées pendant plus de 40 ans.

La réaction là-bas - et ici - à cette remarquable révolution a été euphorique. Mais le moment de l'euphorie est passé. Le moment est maintenant venu d'assurer les gains acquis jusqu'ici et de rendre concret et durable ce qui, jusqu'à présent, n'est encore qu'espoirs et promesses. Les possibilités sont énormes, mais les difficultés aussi.

Les pays de l'Est se sont engagés, pour la première fois, dans un double processus de réforme. Le premier est politique - c'est l'abandon du parti unique, l'adoption du scrutin secret, l'édification de la démocratie.

Le second processus est économique - il consiste à éliminer les contraintes paralysantes de l'économie dirigée et de créer un marché plus ouvert et plus libre.

Chacun de ces deux processus présente ses propres difficultés. Mais leur poursuite simultanée crée des dangers particuliers.

Le succès de la Glasnost dans toute l'Europe de l'Est a été prodigieux. A la télévision, à la radio et dans les journaux, les nouvelles sont pleines de révélations, d'accusations de méfaits passés et de critiques des anciennes méthodes. En fait, la franchise dépasse parfois celle à laquelle nous sommes habitués chez nous.

La liberté de critiquer et de s'exprimer devient toutefois une arme à double tranchant lorsque la réalité elle-même tarde à changer. Des échecs cachés sont une chose. Des échecs ouvertement reconnus en sont une autre - en particulier, lorsqu'on ne fait rien pour y porter remède.

Il y a un autre défi à relever - celui de l'édification de la démocratie. Maintenant qu'ils ont arraché le pouvoir aux anciens régimes, les nouveaux doivent apprendre à exercer le pouvoir. Et il s'agit d'un pouvoir dont la nature est nouvelle. Le pouvoir démocratique - la forme la plus subtile de gouvernement.

Aucun de ces pays n'a d'expérience récente de la démocratie. Et dans beaucoup d'entre eux, celle-ci n'a jamais existé. Enseigner la tolérance dans des sociétés qui, depuis 40 ans, vivent dans l'intolérance, n'est pas une tâche facile. Les limites d'un débat acceptable et les techniques du compromis ne sont pas aisées à définir. La démocratie n'est pas un joujou que l'on monte en s'inspirant d'un simple mode d'emploi. C'est un état d'esprit, une habitude culturelle.

L'Europe de l'Est s'efforce de réaliser en quelques mois - pacifiquement - ce qui nous a demandé des siècles.

Il y a un an, pas un seul pays d'Europe de l'Est n'avait tenu d'élections démocratiques depuis plus de 40 ans. A la fin de cette année, à l'exception de l'Albanie, on aura fait l'essai du scrutin secret dans tous les pays de cette région.

A quoi donc doivent-ils s'attendre, ces braves pionniers de la démocratie? Ce qui les attend, c'est ce qui les a amenés au seuil du pouvoir : des économies au bord de l'effondrement, en si mauvais état qu'il serait presque plus facile de partir de zéro pour se dégager de la confusion actuelle et accéder à la prospérité.

Les problèmes ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, mais le malaise, lui, est le même partout. Les symptômes sont certainement clairs :

- des infrastructures périmées, lorsque celles-ci existent;
- des secteurs industriels vétustes, inefficaces et démodés;
- des dettes extérieures écrasantes;
- des pressions inflationnistes;
- des régimes de prix et de salaires complètement divorcés des coûts;
- et des devises ne valant guère plus que le papier sur lesquelles elles sont imprimées.

Enfin, il y a une crise d'attitude. Nous sommes portés à penser que le goût de la concurrence et l'esprit d'initiative sont des caractéristiques innées de chaque personne. Il s'agit en fait de traits qui, comme les habitudes, sont culturels. Et si les gens n'ont pas la volonté de faire ce qu'il faut faire pour que la libre entreprise réussisse? Et s'ils résistent à la promesse du profit et cherchent à se réfugier dans la prévisibilité réconfortante d'une économie dirigée? Et s'ils préfèrent s'asseoir et attendre que l'État leur dise comment être libres?

La période de transition économique sera terrifiante. Les salaires vont chuter. Les prix vont grimper. Le chômage atteindra des sommets inégalés. Le danger évident d'une telle situation est que ce sera la démocratie, et non le régime antérieur, qui essuiera le blâme pour toute cette misère.

Quel est le rôle de l'Ouest dans tout cela? Notre rôle concerne les attitudes et les principes que nous apportons à ce défi historique, autant qu'il concerne les mesures concrètes que nous pouvons prendre. Car ce sont ces attitudes et ces principes qui aideront à déterminer les choix que nous faisons et les risques que nous prenons.

La première condition indispensable est une attitude de soutien indéfectible à l'égard du travail de réforme entrepris en URSS et en Europe de l'Est. A cause de tout ce qui est en jeu, ce ne sont pas des amis des beaux jours que nous devons être. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier, car nous partageons le même sort et nous y sommes tous engagés irrévocablement.

On a tendance aujourd'hui à mettre les dirigeants de l'Europe de l'Est et de l'URSS sur la sellette, de les examiner comme s'ils étaient des spécimens de laboratoire, de les regarder de tous les côtés et de se livrer publiquement et prématurément à des panégyriques ou post mortem.

La télévision banalise tout par la répétition. Elle est portée à n'accorder de l'importance qu'à ce qui est nouveau. Andy Warhol disait que chacun était un héros pendant 15 minutes. Il avait peut-être raison. Nous voyons aujourd'hui des experts dire de M. Gorbatchev qu'il n'est plus l'homme de l'heure, qu'il a allumé un feu de paille, qu'on s'est trompé sur lui. Cela est ridicule.

La télévision, la radio et les journaux ont joué un rôle important dans la vague de réforme qui déferle à l'Est. L'expression "la révolution des communications" a acquis un nouveau sens. Nous ne pouvons pas surestimer la grande importance du soutien que les pays de l'Ouest ne doivent cesser d'offrir.

Un principe connexe est la patience. La voie devant nous sera semée d'embûches. Il y aura des échecs et des revers. Mais nous nous trouvons devant un changement d'une telle envergure qu'il serait étonnant en effet si tout se passait sans perturbation. Il y aura inévitablement des développements qui, aux yeux des Canadiens, seront décevants, ou inquiétants, ou même offensants. Toutefois, avant de les trouver ainsi, nous devons faire tout notre possible pour que la réforme réussisse.

Le troisième principe est une connaissance précise de ce que nous - à l'Ouest - pouvons faire et de ce que nous ne pouvons pas faire. Les Occidentaux ne peuvent pas résoudre les problèmes auxquels l'Est fait face. En fin de compte, ce sont les peuples et les gouvernements de ces pays qui assureront le succès de la démocratie et du libéralisme économique. Cette règle s'applique aussi bien au Canada qu'à l'Europe de l'Est.

Nous avons tout de même un rôle important à jouer. Nous pouvons offrir de l'aide lorsque l'on nous en demande et nous pouvons assurer un contexte stable où la démocratie et la prospérité pourront se développer.

Il peut s'agir d'une collaboration d'urgence, comme dans le cas de l'aide alimentaire de 12 millions de dollars offerte par le Canada à la Pologne ou des 30 millions de dollars que nous avons contribués pour appuyer la devise polonaise pendant le passage de ce pays au libéralisme économique.

Il peut s'agir également d'une coopération à long terme, offerte pour aider les gouvernements de l'Europe de l'Est à acquérir les connaissances leur permettant de diriger une démocratie et une économie moderne. Nous pensons par exemple à la formation des cadres et à l'aide dans le domaine de la statistique. Celles-ci sont importantes, tout comme l'intégration progressive au système financier de l'Ouest, comme le démontre la proposition du Premier ministre voulant que l'URSS reçoive le statut d'observateur au sein du GATT, son vœu que M. Gorbatchev rencontre l'hôte du Sommet économique et l'intention du Canada de faire partie de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe.

Il y a un quatrième principe qui est aussi important que tous les autres, sinon davantage.

Il s'agit du besoin primordial de stabilité. Je ne parle pas d'une stabilité qui serait une fin en soi. Je ne parle pas d'une simple stabilité militaire; je parle d'une stabilité sur les plans politique et économique ainsi que dans le domaine de la sécurité. Et je parle d'une stabilité qui doit servir à amener des changements. La stabilité est la pierre angulaire grâce à laquelle de nouvelles structures peuvent être bâties avec confiance.

Nous devons reconnaître qu'à une époque où tout semble en effervescence, il y a des avantages à conserver ce qui est toujours valable, à revivifier les institutions qui nous ont rendu de bons services, au lieu de les rejeter aveuglément et prématurément.

Et plus que jamais il est avantageux d'avoir recours à une coordination et une consultation bien réfléchies. Dans notre hâte de rebâtir l'Europe, nous ne pouvons nous permettre l'individualisme ou l'unilatéralité, pas plus que nous pouvons contempler l'isolationnisme ou la quête d'avantages unilatéraux.

Le besoin de stabilité doit s'étendre aux mesures de sécurité.

Même M. Gorbatchev, qui prônait à une époque l'abolition de l'OTAN, reconnaît maintenant l'utilité de cette organisation puisque celle-ci offre un élément de certitude à une époque où s'opèrent de grands changements. La lutte pour la prospérité et la démocratie sera vaine si l'on permet à l'insécurité de s'installer. Cela veut dire qu'il faudrait procéder à des réductions des capacités militaires dans le cadre d'accords négociés. Cela signifie également qu'il ne doit y avoir aucun décalage entre les négociations elles-mêmes et la volonté politique, et que nous devons saisir l'occasion qui se présente à nous d'accroître la sécurité en recourant à des niveaux d'armements infiniment plus bas.

Le besoin de stabilité en matière d'arrangements de sécurité témoigne également de la validité de la garantie de sécurité transatlantique. Pendant quarante ans, la sécurité européenne reposait sur l'engagement de l'Amérique du Nord à son égard. Cet engagement demeure d'une importance capitale en cette période de transition vers un nouveau cadre de sécurité pour l'Europe.

Le principe de la stabilité s'applique aussi à la question du développement institutionnel. Il y a des institutions qui comptent des membres de l'Ouest - et d'autres des membres de l'Est et de l'Ouest - dont la composition et le mandat en font d'excellentes instances pour discuter et convenir de nouveaux programmes et structures pour l'Europe.

L'OTAN, par exemple, constitue la seule organisation de sécurité qui soit composée de membres provenant de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest. Elle demeure ainsi une garantie incomparable de sécurité en Europe. Son mandat en matière de contrôle des armements - qu'ils soient conventionnels ou nucléaires - doit être rempli avec la même vigueur dont nous avons fait preuve dans le but de maintenir un équilibre entre les forces militaires de l'Est et de l'Ouest. Mais il faudra faire plus. La définition de sécurité devrait être élargie bien au-delà de l'accumulation de soldats et d'armes afin d'englober la vérification et le renforcement de la confiance. Anciennement, l'OTAN avait une mission dont la nature était en grande partie militaire. L'OTAN d'aujourd'hui aura une mission qui reposera sur une définition de la sécurité qui va au-delà des armements et qui s'étendra aux aspects psychologiques et politiques des relations en matière de sécurité. L'utilité de l'OTAN à long terme dépendra de sa capacité de joindre une mission politique à son rôle militaire.

La stabilité exige également que l'on ait recours aux institutions déjà en place, et dont la composition est vaste, dans le but d'établir les bases d'une coopération économique et politique en Europe. Je songe en particulier à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dont les réalisations ont contribué à enhardir les peuples de l'Est à agir et dont le rôle futur peut être encore plus important puisque l'Amérique du Nord et l'Europe - de l'Est et de l'Ouest - seraient unies dans la poursuite d'objectifs communs et la quête de valeurs communes. Il faut trouver des moyens d'institutionnaliser, de politiser et d'élargir davantage le rôle que la Conférence aurait à jouer dans une Europe nouvelle. C'est au sein de la Conférence que doivent se dessiner les plans de la nouvelle architecture européenne.

J'aimerais parler brièvement de la réunification de l'Allemagne. La division de l'Europe a sa source dans la division de l'Allemagne. Tant que l'Allemagne demeurera divisée, l'Europe aussi le demeurera. Une fois l'Allemagne unifiée et libre, l'Europe aussi deviendra libre et unifiée.

Le Canada, tout comme l'OTAN, a toujours appuyé la réunification pacifique de l'Allemagne. Nous l'appuyons aujourd'hui encore. Une réunification qui s'effectue pacifiquement, démocratiquement et en accord complet avec les dispositions de l'Acte final d'Helsinki peut engendrer la paix et la prospérité pour l'Europe toute entière.

L'envergure même du processus qui pourrait s'amorcer exige que les intervenants procèdent avec énormément de précaution. L'issue du processus de réunification dépendra justement de la mesure dans laquelle les dirigeants des deux Allemagnes tiendront compte de cette exigence lorsqu'ils décideront de l'avenir de leur pays. Nous avons été grandement encouragés par l'acuité politique du chancelier Kohl lorsqu'il a relevé ce défi.

Certains peuvent se demander où se trouvent les intérêts du Canada dans tout cela. Ils peuvent penser que notre géographie nous place à l'écart de ce qui se passe. Que nous pouvons nous détacher de l'Europe maintenant que nous avons grandi. Que notre avenir se trouve sur le continent où nous sommes - ou peut-être en Asie - mais non plus en Europe.

Nous rejetons cette hypothèse complètement. Au fond, le Canada est une nation européenne. Nos deux peuples fondateurs ont leurs racines sur ce continent et des millions d'autres Canadiens tirent leurs origines des grandes cultures de l'Europe.

Nos valeurs sont, depuis toujours, des valeurs européennes. Nous faisons nôtres les triomphes et les vicissitudes de l'esprit de l'Homme sur ce continent.

Notre prospérité économique est fondée sur un système économique global dont la prospérité dépend de la paix. Les menaces à cette paix sont des menaces à notre prospérité.

Les deux guerres sanglantes de ce siècle ont appris aux Canadiens qu'il ne peut y avoir de sécurité dans leur pays sans la sécurité en Europe.

Partout dans le monde, les problèmes et les conflits régionaux n'ont pu être résolus - ou, en fait, ont été exacerbés - à cause des tensions que l'Europe n'a cessé de connaître.

Et notre prospérité économique est liée à une Europe prospère et libre, dont les 320 millions de citoyens de la partie occidentale formeront, en 1992, le plus grand marché au monde et dont les économies dans la partie orientale constituent un vaste marché inexploité offrant des possibilités inouïes.

Il est donc dans notre intérêt que les braves gens de l'Est réussissent. Ce n'est pas simplement leur intérêt qui est en jeu. Il s'agit de notre paix, et non seulement de leur paix. Il s'agit de notre prospérité, non seulement de leur prospérité.

Quelle est l'Europe que le Canada voudrait voir émerger?

- Une nouvelle Europe qui soit libre, gouvernée par les principes de l'autodétermination et de la non-ingérence.
- Une nouvelle Europe qui soit démocratique sur le plan politique et qui tienne à la libre entreprise sur le plan économique.
- Une nouvelle Europe qui soit attachée aux principes universels des droits de la personne, car ce sont sur ces principes que la démocratie repose.

- Une nouvelle Europe qui soit fondée sur la sécurité mutuelle, où les forces militaires sont réduites au niveau minimal nécessaire pour assurer la sécurité.

Et, enfin, nous voulons voir émerger une nouvelle Europe qui soit une Europe ouverte. Un mur qui divise l'Europe ne doit pas être remplacé par un mur qui l'entoure.

Quel rôle peut jouer le Canada pour que ceci s'accomplisse. Notre rôle s'assimile à celui de l'une des démocraties occidentales de premier plan, et à celui de l'une des économies les plus fortes au monde. La stabilité de l'évolution en Europe nous concerne directement.

Nous avons des caractéristiques spéciales qui peuvent être mises à profit. Notre propre expérience du fédéralisme et des défis inhérents à une société multiculturelle font que nous sommes dotés d'un savoir-faire et d'une perspicacité tout particuliers. Nous sommes un pays doté d'une économie solide et dont le dynamisme dans divers secteurs comme les télécommunications, les transports, le secteur des ressources et la formation en gestion est reconnu partout dans le monde.

Permettez-moi de souligner cette réalité multiculturelle. Nous avons souvent tendance à la décrire simplement en termes de l'avantage social ou culturel qu'elle représente pour le Canada. Pourtant elle constitue également un avantage commercial et politique. Un Canadien sur dix est de souche soviétique ou est-européenne. Ces Canadiens connaissent les langues de l'Europe de l'Est, ils comprennent les coutumes de cette région et ils connaissent bien des sociétés qui, pour le reste du monde, sont souvent étrangères.

Cette connaissance est un avantage économique et est quelque chose que le Canada peut offrir pour aider l'Est.

Aujourd'hui déjà, Andrew Sarlos, l'entrepreneur hongrois-canadien, a ouvert la voie à l'établissement de nouvelles entreprises à Budapest. Les dirigeants hongrois ont été très heureux de pouvoir faire appel aux connaissances spéciales de M. Sarlos. Ce dernier a établi le Fonds de la Hongrie, permettant des placements de plus de 80 millions de dollars; il vient d'établir le Fonds de développement de l'Europe centrale, doté de crédits de 50 millions de dollars; et il envisage en ce moment d'autres possibilités en Tchécoslovaquie.

Thomas Bata, l'industriel tchèque-canadien, est retourné en Tchécoslovaquie et conseille en ce moment même le président Havel sur les moyens de reconstruire l'économie de ce pays.

Et les Reichmann travaillent à des projets menés en URSS dans les domaines des pâtes et papiers, du pétrole et de l'aménagement urbain; ces projets pourraient s'élever à 1,6 milliard de dollars.

Ce sont là trois bons exemples de coopération avec l'Europe de l'Est et l'Union soviétique - et il y en a des milliers d'autres - qui multiplient les occasions pour le Canada de jouer un rôle vraiment constructif dans la réalisation des réformes en Europe.

Les événements qui ont eu lieu en Europe ont apporté au langage diplomatique toute une série de nouvelles expressions. Nous entendons parler de la Maison Europe, de la Confédération de l'Europe, d'une Nouvelle architecture européenne.

Ce dialogue est important. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une vision. Il nous faut de nouvelles institutions. Et il nous faut donner une nouvelle vie aux anciennes dont la mission, censée permettre de profiter des occasions qui se présentent aujourd'hui, est plus valable que jamais.

Une Europe en paix avec elle-même - prospère, entière et libre - voilà l'objectif de tous les Canadiens. Notre sécurité serait ainsi maintenue, notre prospérité soutenue et nos valeurs garanties.

Il s'agit d'un objectif dont l'atteinte est importante en soi. Mais il importe aussi qu'il soit atteint pour que nous puissions nous pencher sur les autres graves problèmes qui sévissent dans le monde: les crises de la dette, de la drogue, du développement et de l'environnement, ainsi que les conflits régionaux.

L'énergie que nous avons consacrée à prévenir l'éclatement d'un conflit en Europe nous a détournés de ces autres problèmes. Les divisions entre l'Est et l'Ouest ont de plus contribué elles-mêmes à la naissance de ces problèmes, que ce soit à cause d'immenses budgets de défense, de guerres, d'un commerce d'armements où ne cesse de jouer la concurrence ou d'une négligence pure et simple des problèmes qui est issue d'intérêts et d'idéologies opposés.

Une Europe pacifique et prospère nous permettra de nous consacrer aux graves problèmes qui menacent notre planète toute entière. L'Europe elle-même pourra servir d'exemple au monde - un exemple non de division, mais d'unité; non de répression, mais de liberté; non de dictature, mais d'autodétermination.

Francis Fukuyama, planificateur de politiques au département d'État des États-Unis, a causé toute une polémique avec son article intitulé "La fin de l'histoire". M. Fukuyama estime qu'en raison des événements survenus récemment en Europe de l'Est, l'histoire faite de l'affrontement des valeurs et des idéologies est maintenant finie.

Il s'agit là d'une perspective bien limitée et fort alarmante. Pour les peuples de l'Est, l'histoire n'est pas finie, elle ne fait que commencer. Les valeurs qu'ils ont chéries - et que nous partageons - ne font que commencer à être reconnues. Et ces mêmes valeurs que nous avons en commun doivent être reconnues ailleurs, là où la lutte pour la justice et la liberté n'a pas encore été gagnée.

A l'aube de cette dernière décennie du millénaire, les Canadiens sont privilégiés d'être témoins d'une nouvelle page de l'Histoire. Nous ferons notre part, comme nous pouvons et comme nous devons le faire, afin que s'effectue la nouvelle renaissance d'un ancien continent.